Fiche 3. Les concepts et les outils à la base de l’approche genre

novembre 2009

Les concepts et outils du genre sont mis en œuvre à différents niveaux, qu’il faut articuler :

Genre au niveau *macro*	• *Mainstreaming* du genre, articulation et transcription des engagements internationaux (Conférence de Pékin, CEDEF, OMD…) dans les plans nationaux et politiques sectorielles. • Législations nationales au regard de l’égalité femmes-hommes, système juridique…
Genre au niveau *méso*	• Egalité femmes-hommes dans les institutions, entreprises, structures économiques et sociales, marché du travail et économie informelle… • Mécanismes nationaux de promotion de l’égalité.
Genre au niveau *micro*	• Rapports de genre au niveau des individus, de la famille, du groupe, de la communauté : accès et contrôle des ressources… • Situation des associations de femmes, de défense des droits…

Prendre en compte les différents rôles sociaux

L’approche ou perspective de genre analyse les différents rôles sociaux et la façon dont ces rôles sont assumés par les femmes et les hommes :

1. Activités reproductives

Activités qui sont à la base du développement économique et productif des sociétés :
- soins aux enfants, garde des enfants :
- tâches domestiques (nettoyages, bricolage, réparations…)
- alimentation (achat, préparation des repas…)
- activités liées à la santé

2.Activités productives

Activités économiques ou génératrices de revenus :
- activité salariée ou indépendante
- activités informelles

3. Activités communautaires

Activités et contributions bénévoles à la vie sociale et communautaire :
- bénévolat associatif, activités culturelles
- fêtes et rites
- soins aux personnes âgées
- entretien de l’environnement…

4. Activités politiques ou décisionnelles au sens large

Exercice du pouvoir et de la participation à la prise de décision à tous les niveaux :
- niveau politique (international, sous-régional, national, local)
- niveau associatif et autres responsabilités sociétales
- niveau interne à la communauté, à la famille

Les femmes assument l'essentiel des *activités reproductives*. Ainsi, dans la plupart des pays du monde, même en ayant une activité professionnelle ou de production informelle (*rôle productif*), les femmes assument les tâches domestiques et ménagères (rôle reproductif). Ces tâches sociales de reproduction sont nécessaires pour permettre le rôle de production - qui sans elles s'effondrerait très rapidement - mais elles ne sont pas comptabilisées dans les richesses nationales (Produit intérieur brut). Ainsi, France, en moyenne, les femmes consacrent près de 3h30 par jour aux tâches domestiques contre moins de 2 heures pour les hommes. Si l'on tient compte de l'ensemble des tâches, les femmes assument les 3/4 des heures de travail dans le monde.

Dans de nombreux cas, les femmes assument également une part importante des *activités communautaires* bénévoles. Dans tous les domaines, elles sont plus souvent affectées à des tâches d'exécution. Par contre, les femmes sont beaucoup moins représentées dans les *activités politiques et les processus décisionnels*, où elles occupent généralement des postes moins élevés. Dans la sphère des activités productives, elles occupent des postes moins élevés et, à compétences et responsabilités égales, elles ont une moindre rémunération.

Les évolutions sont lentes, dans la mesure où les rôles sont intériorisés culturellement et où les inégalités sont confortées par le fonctionnement d'institutions, voire, dans certains cas par des législations (code de la famille, droit du travail…).

Articuler les besoins pratiques / les intérêts stratégiques

Pour parvenir à corriger les inégalités entre hommes et femmes dans le cadre d'une stratégie prenant en compte le genre, pour favoriser ou accompagner des changements sociaux en cours, il est nécessaire de faire en sorte que les changements, les évolutions sociales s'effectuent en même temps en s'articulant à deux niveaux :

1.Satisfaire des besoins pratiques des femmes à court terme / accès

Ces besoins pratiques sont l'amélioration des conditions de vie en matière d'accès à des soins de santé, à l'habitat, à la mobilité, aux ressources naturelles, aux revenus, garde des enfants…

2.Viser leurs intérêts stratégiques à plus long terme / contrôle

Ces intérêts stratégiques sont la progression en matière de statut social et d'égalité : gestion du patrimoine, héritage, *contrôle* de ressources, droits, meilleure participation aux décisions…

Les besoins pratiques peuvent généralement être satisfaits par des apports matériels. Leur satisfaction ne modifie pas forcément les situations d'inégalités. Les intérêts stratégiques sont liés aux contextes politiques, culturels, sociaux-économiques, qui fondent des situations inégalitaires. Les avancées dans la satisfaction des besoins stratégiques des femmes (égalité de salaires, réduction des violences, représentation politique…) est de nature à réduire les inégalités.

Satisfaire les besoins pratiques	**Répondre aux intérêts stratégiques**	

• ne change pas en général les rapports sociaux existants, les statuts, les rôles et les stéréotypes sexués ; • a peu d'impact sur les inégalités dans la durée, risque souvent de renforcer des répartitions inégalitaires du travail ; • peut constituer une première étape et un levier pour viser les intérêts stratégiques si on identifie et répond aux besoins pratiques de façon participative, avec les femmes concernées ; • s'inscrit souvent dans une vision classique du développement économique.	• entraîne un meilleur statut pour les femmes et plus d'égalité (salaires, emplois, responsabilités politiques…) ; • favorise *l'empowerment* : l'autonomie, la liberté de choix (sexualité par ex.), les responsabilités • peut amener des changements dans les rapports de sexe, peut déstabiliser des hommes et des femmes ; • s'inscrit dans une vision du développement humain équitable et durable visant la transformation sociale et politique.	

Favoriser l'accès aux ressources ET le contrôle des ressources

La satisfaction des besoins pratiques repose sur une analyse de l'accès différent des hommes et des femmes aux richesses et ressources. Pour répondre aux intérêts stratégiques, il faut, au-delà de l'accès, que les femmes participent de façon égale au contrôle et à la gestion d'une ressource. Par exemple : gestion de la ressource en eau et des bénéfices tirés des ventes d'eau et non pas seulement accès plus facile à un point d'eau.

Exemples de ressources :

- ressources naturelles : eau, terres (foncier), énergie…
- propriété et/ou locatif
- emploi, crédit
- infrastructures, systèmes de déplacement
- éducation, formation initiale et continue, culture
- information, technologies de l'information et de la communication (TIC)
- techniques et technologies… Dans de nombreux pays du monde, l'accès des femmes est moindre que celui des hommes en ce qui concerne le transport, la propriété, le foncier, le crédit, l'Internet, l'éducation, etc.

Objectif : *l'empowerment*

Ce terme, issu d'analyses et de pratiques menées notamment par des mouvements sociaux en Inde et en Amérique Latine, désigne le processus de renforcement du pouvoir, de la participation, des capacités de choix et de négociation, de l'autonomie… Les textes onusiens traduisent parfois *empowerment* par *accroissement du pouvoir d'action des femmes*. Les québécois-es utilisent aussi le terme *empouvoirement*.

Mettre en œuvre le *Gender mainstreaming* (Intégration transversale du genre)

La mise en œuvre d'une stratégie de prise en compte des relations sociales et des inégalités entre les sexes s'effectue de façon transversale dans l'élaboration des politiques, stratégies, projets, dans leur mise en œuvre, leur évaluation, et au sein des pratiques institutionnelles, avec la participation de tous les acteurs et actrices. L'inverse est appelé démarche « aveugle au genre » (*gender blindness*), ignorant les spécificités de genre et s'adressant à un public « neutre », mais en réalité qui correspondant généralement aux normes socioculturelles admises comme masculines.

Mainstreaming (littéralement *courant principal*) du genre est traduit dans des textes officiels par *approche (ou perspective) intégrée de l'égalité*. On trouve au Canada l' expression *analyse comparative selon le sexe*, ou *analyse différenciée selon les sexes*.

Etablir des budgets selon le genre

Dans le cadre d'une approche de genre, il faut penser à intégrer des objectifs d'égalité, d'équité, *d'empowerment* dans toutes les politiques publiques et les budgets. Ainsi, les recettes et dépenses doivent être évaluées et restructurées de manière telle que les priorités et les besoins des femmes sont pris en compte autant que ceux des hommes.

Elaborer des indicateurs du genre

Les indicateurs de genre sont importants pour s'assurer que les programmes de développement ont tenu compte des rôles et des besoins spécifiques des femmes et des hommes. Il s'agit de mesures qualitatives et quantitatives qui montrent le changement avant et après le projet, dans les relations entre les femmes et les hommes dans les conditions de vie e les rôles. Les indicateurs représentent des données importantes pour la planification, l'exécution et l'évaluation de projets de développement urbain ou rural.

Utilité des indicateurs :
- Rendre visible l'invisible.
- Voir si dans la communauté il existe des inégalités entre les femmes et les hommes, dans quels secteurs et voir s'il y a des changements dans le temps.
- Voir comment et jusqu'où tend à changer la situation.
- Mesurer l'impact des politiques ou de projets.

Exemples d'indicateurs dans le domaine de l'éducation :
- Inscription scolaire des filles et des garçons par groupe d'âge.
- Activités (études, travail, autres) des femmes et de hommes par groupe d'âge.
- Valorisation de l'éducation pour les femmes et les hommes selon le sexe et l'âge.

Copyright © Site de l'Association Adéquations - http://www.adequations.org/spip.php?article1220